

# C'est pas maintenant qu'on va s'arrêter !



Depuis plus d'un mois partout en France, on proteste contre la privatisation de l'éducation (Loi LRU) ou contre l'offensive libérale chez les employé·e·s (réforme des retraites chez les cheminots, privatisations, suppressions d'emplois massives chez les profs et instits...). Les voies officielles et médiatiques l'étouffent tant bien que mal, mais une cinquantaine d'universités restent bloquées ou fermées, certaines depuis plus d'un mois et des centaines de lycées les ont rejoint.

Malgré la répression, les flics dans les facs, les menaces des proviseurs, les fins de mois qui tirent en bout de grève, les saloperies colportées dans les médias et l'opposition de la France d'après, on continue à se battre. On continue parce que l'on sait que l'on est à un moment historique où le droit même de lutter est menacé. On continue parce qu'on ne peut pas laisser ce pays à ses rafles d'étrangers, à ses SDFs et à ses banlieues ghettos, à ses milliards de cadeaux fiscaux pour les riches et à sa destruction systématique des services publics et des quelques freins subsistants face à l'exploitation des plus pauvres. On continue parce qu'on aurait trop honte sinon, parce qu'il va bien falloir survivre à Sarkoland ou parce qu'on a déjà bien trop la rage pour s'arrêter quand TF1 nous dit de rentrer chez soi.

Pendant ce temps, nous assistons une fois encore aux trahisons attendues et répétées de certains syndicats collabos : certains ont demandé aux cheminots l'arrêt des grèves avant même le début des négociations, dans les facs, l'UNEF a rejoint en route un mouvement contre une loi qu'ils avaient soutenu auparavant. Ils ont ensuite, comme à l'habitude, tenter de freiner, de contrôler la lutte et de s'en proclamer porte-paroles dans les médias. Ils ont pour finir choisi d'envoyer leur leaders négocier quelques détails de la loi, tou·te·s miels et sourires avec les ministres. Pourtant dans le cas de la LRU, les AG, seules représentatives, revendiquaient l'abolition pure et simple de la loi. Il est donc maintenant clair que l'UNEF, la CFDT et consorts n'ont plus et n'auront plus leur place, ni dans les AG, ni dans les manifs, ni dans la suite du mouvement ni dans ceux à venir.

Continuer le mouvement c'est faire converger nos luttes. C'est briser l'offensive des médias aux mains de sarkozy et consorts et leur machine de propagande à faire passer les grévistes pour des parasites inadapté·e·s. C'est ne pas oublier que tou·te·s, étudiant·e·s comme salarié·e·s luttent pour conserver des droits sociaux acquis dans la sueur et le sang depuis deux siècles. C'est prendre le temps de débattre et d'expliquer que si eux perdent, c'est tout le monde qui va passer au rouleau compresseur. C'est briser l'égoïsme du « chacun·e pour soi, chacun·e sa merde » et apporter des sourires, des soutiens matériels, humains et financiers à ceux qui se battent, malgré l'amnésie historique et l'individualisme qui les entourent. Mais c'est aussi savoir que les grèves qui gagnent sont celles qui durent et coûtent à l'Etat et aux patrons et se donnent les moyens de chocs frontaux et d'actions perturbatrices.

Combattre pour que l'éducation ne soit pas soumise à la rentabilité et aux patrons, c'est ne pas oublier que de nombreux lycéen·ne·s des classes populaires n'auront de toute façon pas droit à la fac. C'est donc aussi s'attaquer à la France des jobs précaires payés des miettes, à cette France post-coloniale qui discrimine, tue et harcèle nos frères et sœurs de banlieue, de Villiers-le-Bel et d'ailleurs. C'est construire, prendre, arracher pour tou·te·s une vie meilleure, des forces collectives, du sens, du temps et des activités choisies.

**On n'a qu'une vie, on ne la passera pas à trimer  
pour les actionnaires, les cadres et les nantis.  
Bloquons leur économie, réapproprions nous leurs richesses !**